



**Vos supermarchés
restent ouverts !!!**
Ne relâchons pas la vigilance !
Continuons les gestes barrières

Adidogomé - Agoé Assiyéyé - Baguida - Boulevard - Casablanca - Grand Marché - Millénium - Okavango



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité
N°771 du 25 Avril 2022 / Prix : 250 FCFA

**Développement des régions au Togo
Cinkassé bénéficie de
près de 17 milliards FCFA
pour la construction des
infrastructures**

P.3&5

Commonwealth :



**Les députés valident
l'adhésion du Togo** P.3

**Auto-écoles non agréées:
Les contrevenants
ont jusqu'au 30 juin
pour s'y conformer**

P.2



**Présidentielle française:
"Je ne suis plus le candidat
d'un camp, mais le président
de toutes et tous" (Macron)**

P.7



**SAFER/ TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE :
En savoir davantage sur
ce qui se fait en amont**

P.6



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADDITIONNELLE
TOGO

**Au service
de l'industrialisation
du Togo**

Partenariat Public Privé : ARISE 65% + République Togolaise 35%

■ 400 Ha d'Ecosystème Industriel (Transformation Agricole)

■ Port Sec - 150 000 TEU, Espace d'Entrepôsage - 60 000 m²

■ Parc à Camion - Capacité de 484 camions

■ Premier Parc Textile en Afrique de l'Ouest (du coton au vêtement)

■ Parc Solaire - 380 MW d'Energie

■ Développement Durable - Recyclage - Zéro Carbone

■ Guichet Unique regroupant 26 Autorités Administratives Nationales

Doute Nationale N°1, Région Maritime - Togo - BP 12977 - +228 2283 0770 | pia@artsenat.com | www.pia-togo.com



Auto-écoles non agréées:

Les contrevenants ont jusqu'au 30 juin pour s'y conformer

Depuis un certain temps, l'on constate la prolifération des centres d'auto-écoles surtout dans la capitale. Parmi ces centres, se trouvent ceux qui n'ont eu aucun agrément avant de se lancer dans la formation. Vu la prolifération de ces centres avec le danger que cela comporte, les ministres Atcha-Dédji Affoh et Kokou Hodin ont tapé du poing sur la table pour rappeler à l'ordre ces promoteurs d'auto-écoles non encore agréées.



Selon le communiqué rendu public par ces deux ministres, ces centres ont jusqu'au 30 juin prochain pour se conformer à la loi au risque d'écopper de lourdes sanctions.

Pour les deux ministres, le constat est tel que certaines auto-écoles continuent par

opérer dans l'illégalité, sans agrément malgré les multiples mises en demeure de l'administration en charge des transports routiers. Le communiqué rappelle que cette pratique est contraire à la réglementation en vigueur notamment l'arrêté interministériel n°044/MTPT/METFPI/MEF/CAB/SG du 11 août 2014 qui subordonne l'ouverture et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite des véhicules automobiles (auto-écoles) à

l'obtention d'un agrément préalable délivré par les ministères chargés des transports et de la formation professionnelle.

Par conséquent, les promoteurs de ces auto-écoles non agréées ont jusqu'au 30 juin 2022 au plus tard pour régulariser leur situation et se conformer à la réglementation en vigueur sous peine de sanctions avec la saisie du matériel et la fermeture pure et simple desdits établissements.

La Rédaction

Financement des jeunes entrepreneurs :

" Un projet, un sourire ", la solution de NBF consulting

Elle a été portée à la connaissance de l'opinion nationale, lors d'une conférence de presse de lancement, vendredi dernier à l'hôtel Concorde à Lomé. Au cours de cette sortie médiatique, Jonathan AGBON, directeur général du Cabinet NBF Consulting et ses collaborateurs ont exposé à la presse, les contours du projet.

Orienter, former et financer les jeunes porteurs de



projets entrepreneuriales que propose le cabinet NBF Consulting pour appor-

ter sa pierre à la lutte contre le chômage et la précarité des jeunes. "un projet, un sourire", vient en aide à tous jeunes porteurs de projets et vient résoudre le problème d'accompagnement et surtout de manque de financement. Nombreux sont en effet les entreprises qui meurent au cours de leurs premières années, faute de moyens financiers et de suivi. Tous les secteurs d'activités, entre autres, l'agriculture, les services, le commerce sont concernés, à la seule condition que le projet soumis soit rentable.

Une opportunité à ne pas rater pour les jeunes togolais. Et pour cause, NBF Consulting veut financer les projets sélectionnés à hauteur de un à 20 millions de FCFA en fonction du projet et domaine d'activité.

Les bénéficiaires qui bénéficieront également de formations, de coaching et suivi dans la réalisation de leurs projets, devront cependant rembourser le capital financé, et en plus payer un intérêt de 25% sur les bénéfices annuels réalisés par leurs entreprises, ceci pendant 3 ans. Ce qui permettra de financer les projets retenus par vagues successifs. A compter de ce lancement, démarre la première campagne qui va durer 4 mois. Le dépôt des projets prend fin le 15 juillet prochain.

Pour être éligible, il suffit d'être un résident togolais sur le territoire national, avoir au moins 18 ans, rédiger son projet en bonne et due forme et le déposer au siège du Cabinet NBF Consulting ou sur le site internet dédié, contre un montant de 10.200 FCFA au titre de frais d'étude du projet "un projet, un sourire" dont la durée de vie est indéterminée, vise à atteindre 400.000 jeunes.

Edoh

UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE
NON LOIN DU PÉAGE
pour les dossiers des préfectures de Zio, de l'Avé, de Yoto, de Vo et du Bas-Mono

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

CANAL OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités
Rédigé par : Agbékponou Junior
Séjour : Adidodin, Pôvèzé prolongé, 2ème carrefour après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication :
Hadj TCHAGNAO Arimiya
Cel: 91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction :
Agbékponou Junior
Rédacteurs :
Tchagnao
El Hadj Arimiya
Agbékponou Junior
Ramzad
Marcine Tchagnao
Pierre Pouli

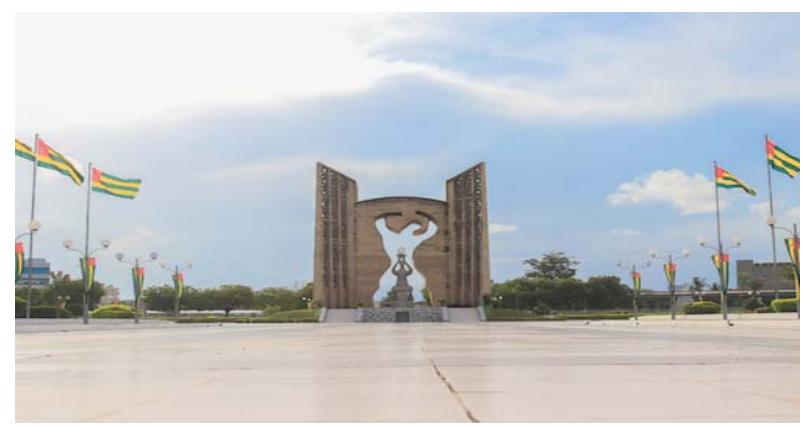
Imprimerie :
La Colombe
Tirage :
2.000 exemplaires

Fête de l'indépendance :

Le programme des festivités

Le Togo célébrera mercredi le 62ème anniversaire de son indépendance. Comme de coutume, de nombreuses activités solennelles sont prévues, tout en tenant "compte de l'état d'urgence encore en vigueur", a annoncé le ministre de l'administration territoriale.

Mardi, la tradition républicaine sera perpétuée avec la réanimation de la flamme de l'indépendance à Lomé par le Président de la République, Faure Gnassingbé. Mercredi, un grand défilé militaire se déroulera à la Place des fêtes de Lomé, sous la présidence du chef de l'Etat, des membres du gouvernement, de l'assemblée nationale, des institutions de la République et d'invités dûment accrédités. Dans les chefs-lieux de région, des défilés militaires se tiendront également, en présence des préfets, maires, et responsables locaux sur place.



La Place de l'Indépendance

Hier dimanche, des célébrations religieuses ont donné le ton sur tout le ter-

ritoire.
Source : Republiquetogolaise.com

Commonwealth :

Les députés valident l'adhésion du Togo

Le vendredi 22 Avril dernier, la représentation nationale a adopté à l'unanimité, la résolution portant adhésion du Togo au Commonwealth. Le vote de cette résolution est intervenu lors de la septième séance plénière de la première session ordinaire de l'année 2022. Lors de cette séance plénière, on notait la présence du ministre des droits de l'homme chargé des relations avec les institutions Christian Trimua qui a salué le vote à l'unanimité de cette résolution.

" Le gouvernement conduira sous la houlette de Son Excellence Monsieur le Président de la République, le processus jusqu'à son aboutissement pour le bien-être de chaque togolais ", a déclaré le ministre Christian Trimua.

Pour la présidente de l'Assemblée nationale, Madame Yawa Tsègan, " Le Togo ne quitte pas la francophonie. Il va seulement renforcer les programmes d'enseignement de l'anglais et réactiver d'autres partenariats. C'est chaque Togolais qui en sort gagnant ".

Le Commonwealth est une Organisation intergouvernementale composée de 54 États membres. Créé le 11 décembre 1931 formellement par la Déclaration de Londres, il a pour mission de promouvoir la démocratie, l'égalité, la non-discrimina-



Le ministre Christian Trimua



Une vue des députés à l'Assemblée national

tion et la primauté du droit. Sur le plan de la diplomatie, cette adhésion offre au Togo la possibilité de diversifier ses relations d'amitié et de coopération et donc d'élargir le champ de ses rapports étatiques.

Au niveau économique, l'adhésion du pays au Commonwealth, lui permet-

tra de bénéficier du Fonds pour la Coopération Technique (CFTC) qui joue un rôle important dans le progrès économique et social de ses membres. En ce qui concerne l'aspect socioculturel, elle ouvre la voie à un nouveau brassage culturel pour les Togolais avec l'exploration de possi-

bilités nouvelles en termes de travail, de voyages et d'étude.

Sur le plan politique, au-delà de l'ancien héritage politique britannique, elle assure au Togo la reconnaissance internationale d'un renouveau historico-politique.

Sur le plan commercial,

l'adhésion garantit un vaste marché extérieur pour l'exportation de produits nationaux togolais. Avec le Commonwealth, c'est plus de 2 milliards de consommateurs. Rappelons que le Togo a enclenché le processus d'adhésion au Commonwealth en 2014.

TCHAGNAO

Développement des régions au Togo

Cinkassé bénéficie de près de 17 milliards FCFA pour la construction des infrastructures

Le gouvernement sous l'impulsion de Faure Gnassingbé a élaboré un programme d'urgence et plusieurs actions en faveur des populations de la région des savanes. Lors du conseil des ministres délocalisé organisé ce jeudi 21 avril 2022 à Garo, dans la préfecture de Cinkassé, les détails sur ce programme ont été donnés. L'Exécutif a donc projeté la réalisation de forages, l'extension de l'électricité, la réhabilitation des routes, des infrastructures sanitaires et scolaires. Selon ce qui ressort de cette réunion hebdomadaire du gouvernement, certains travaux ont déjà débuté et d'autres sont en voie d'être réalisés.

Le conseil des ministres rap-



Le Président Faure Gnassingbé accueilli par les populations de la préfecture de Cinkassé

porte que, dans le secteur de l'eau, 75 forages sont en cours de construction dans près de 30 localités frontalières et des adductions d'eau potable (AEP) seront construites dans toutes les bases militaires installées dans la préfecture. Afin d'améliorer l'accès à l'é-

lectricité, il est prévu, en plus des travaux d'extension de réseau, l'électrification à court terme de plus d'une dizaine de localités. Des lampadaires solaires seront également installés.

Le gouvernement entend améliorer l'accès aux soins de

santé pour les populations de cette région du pays. Ainsi, 02 unités de soins périphériques (USP) seront construites à Nassiégo et Safobé. Il est prévu également le renforcement du plateau technique de l'Unité de soins périphériques

Suite à la page 5

Inclusion sociale :

Le Togo a franchi des étapes

L'Etat attache depuis plusieurs années du prix à l'inclusion sociale et financière. Une volonté qui se traduit par des mécanismes destinés à l'autonomisation financière des populations vulnérables. Comme dans les années antérieures, des étapes ont été franchies en 2021.

Nkodédé est un produit du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) dont le plafond de crédit a connu un véritable boom. De 05 millions à son lancement, le montant est passé à 10 millions de francs CFA.

Le deuxième cycle du produit est déjà accordé aux bénéficiaires du premier cycle ayant honoré leurs engagements sans incidents. Ces derniers peuvent demander des crédits allant jusqu'à 10 millions de francs pour accroître leur productivité et subvenir convenablement à leurs besoins.

Vitesse supérieure

Alors que la courbe est ascendante en matière d'inclusion financière, les pouvoirs publics entendent bien passer au cap suivant. Un projet de décret a été adopté en Conseil des minis-



tres le 16 mars 2022 pour étendre le projet à d'autres couches de la population.

Même si celles-ci ne sont pas encore définies, les objectifs du gouvernement eux sont clairs. Les mesures prises changent la vie des bénéficiaires qui commen-

cent par épargner de l'argent pour leur avenir. En matière de bancarisation, le Togo est un modèle.

Niveau d'inclusion et de bancarisation

En 2018 et 2019, les statistiques communiquées par

la BCEAO montrent que le Togo est le pays qui affiche le meilleur taux de bancarisation dans l'espace UEMOA.

En 2018, son Taux de bancarisation strict (TBS) était de 26,8% devant le Mali (23,3%), le Bénin (22,5%) et la Côte d'Ivoire (21,6%). En 2019, il est revenu à 25,1% tout en étant le plus grand taux dans l'UEMOA. De 35% en 2016, le taux d'inclusion financière est passé à 72% en 2019.

En avant l'entrepreneur

riat rural

Pour sa part, le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), un pari tant d'autres, a connu son épilogue en 2021. Après 06 années de mise en œuvre, il a permis d'accompagner près d'un millier de promoteurs en milieu rural. Seulement en 2020, le PNPER a décaissé 3,3 milliards de francs CFA pour le compte de ses promoteurs, financé 688 projets, 12 coopératives et facilité la création de 1 657 emplois directs et indirects.

La Rédaction

Visite des équipes de la CNDH dans les lieux de privation de liberté :

De la nécessité de prévenir la torture et autres formes de traitements

Prévenir les cas de torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans les lieux de privation de liberté, est la mission que la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) s'est donnée. Une mission qui l'oblige à faire des visites régulières et inopinées dans tous les lieux de privation de liberté du pays à savoir : les postes de police et de gendarmerie, les services de sécurité, les prisons, les



lieux d'exécution des sanctions disciplinaires des forces de défense et de sécurité, les zones de transit dans les

Centrale, Kara et Savanes).

Le Togo, suite à son adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 18 novembre 1987, a prohibé l'usage de la torture sur son territoire. La Constitution du 14 octobre 1992 dispose en son article 21 que "nul ne peut être soumis à la torture ou à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants".

De même, le nouveau code pénal en son article 198 réaffirme le principe de l'interdiction absolue de la torture. Préoccupé par cette question, le Togo dans la logique de renforcer l'interdiction absolue de la torture, a ratifié, le 20 juillet 2010 le Protocole facultatif à la convention contre la torture (OPCAT) qui, pour sa part, lui fait obligation de mettre en place un Mécanisme national de prévention de la torture (MNP).

Le respect de cette obligation énoncée par l'OPCAT, s'est traduit par l'adoption de la loi organique n° 2018-006 du 20 juin 2018 relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la CNDH, la Commission a effectué les 12,13 et 14 avril 2022, des visites régulières au niveau des unités d'enquêtes préliminaires du pays. Réparties en huit (08) équipes, Trois (03) étaient à Lomé et dans la région maritime, ainsi que les cinq (05) autres équipes ont touché du doigt les réalités dans les cinq (05) régions administratives qui abritent les antennes régionales de la CNDH (Plateaux-Est, Plateaux-Ouest,

SECOURS:

L'ASECNA offre deux véhicules spécialisés au corps des sapeurs-pompiers

Deux véhicules spécialisés de fabrication SIDES de premier secours et d'évacuation ont été offerts par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) au gouvernement togolais. Destiné au corps des sapeurs-pompiers, ce don renforcera le système opérationnel de ce corps.



Une vue des deux véhicules

D'une capacité de 1000 litres d'eau, 100 litres d'émulsifiant, chacun, ces véhicules dotés de matériel d'extraction et d'une cellule médicalisée, sont de nature polyvalente. Ils offrent une gamme de secours

et sont utiles en cas d'incendie, de sauvetage ou d'urgence médicale.

Pour le ministre de la Sécurité, le Gal Yark Damehame, ces véhicules viennent renforcer les capacités

des équipes. Lors de la réception, il a rassuré le donateur qu'ils seront utilisés à bon escient.

Notons que ce don est estimé à 200 millions de FCFA. Lynda Dalikou

Suite à la page 5

Première édition du FESMA :

Un menu appétissant réservé aux participants et au public du 09 au 15 mai

Les mets togolais et africains seront à l'honneur du 09 au 15 mai prochain. Ce sera lors du Festival de la Marmite (FESMA) qui se tiendra à Lomé, la capitale togolaise. L'événement a été officiellement lancé ce mardi 19 avril 2022 à travers une conférence de presse. Il est initié par l'agence de communication FOCUS YAKOU et l'association de chefs et restaurateurs Africa Gastronomique Togo, en collaboration avec l'université de Lomé.

L'événement sera marqué par des dégustations de mets togolais et africains, des échanges B to B, des colloques, des ateliers, master class, une foire culinaire et exposition, une soirée de Gala VIP, un concours de cuisine. L'idée derrière cette initiative est de ressortir les mets ancestraux du pays et les valoriser ou les revaloriser, les faire découvrir



Les officiels

au grand public togolais et aussi africain et au reste du monde.

"Le nom La Marmite donné à l'événement, fait référence à l'ustensile utilisé de manière séculaire pour préparer les repas dans la sous-région. Il a pour objectif de réunir le temps d'une semaine, public, professionnels et amateurs, autour de la valorisation du patrimoine gastronomique

togolais et africain ", a laissé entendre Olivia De Souza, la marraine de FESMA.

Selon les organisateurs, des chefs présenteront au public, des mets spécifiques à chaque région du Togo.

" La présentation ne se fera seulement pas sur les plats, mais aussi sur les boissons, les fruits qu'on retrouve spécifiquement dans les différentes régions du pays " a expliqué

Madame De Souza O. D'après Monsieur Gnakoezan Gervais, Président de l'association Africa Gastronomie Togo, le festival

verra la participation des pays comme le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Madagascar... qui seront représentés par leurs chefs.

" L'événement s'inscrit dans une démarche de sensibilisation et d'accompagnement des

producteurs, des transformateurs ainsi que de tous les acteurs, pour que de la ferme à l'assiette, la chaîne agroalimentaire soit respectueuse des exigences du développement durable. Ce sera en outre l'occasion d'un encouragement à l'entrepreneuriat dans le secteur de la restauration et des métiers de bouche ", a-t-il indiqué.

Il est également annoncé, un concours de cuisine doté de prix aux écoles hôtelières, ainsi qu'une élection du meilleur coin de vente de nourriture de la capitale.

Sont attendus aux activités, une centaine d'exposants composée de chefs, cuisiniers, restaurateurs, hôteliers, producteurs, transformateurs, industriels, distributeurs ; près de 100 000 visiteurs et plus de 50 institutions.

Stanislas

Visite des équipes de la CNDH dans les lieux de privation de liberté :

De la nécessité de prévenir la torture et autres formes de traitements

Suite de la page 4

de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) qui met en place le MNP et l'arrime à la CNDH. Tout comme le MNP qui a eu à effectuer depuis son opérationnalisation des visites régulières dans les lieux de privation de liberté du pays, la CNDH également lui a emboité le pas à travers sa sortie des 12, 13 et 14 avril dernier. L'objectif de cette visite est de prévenir la torture et autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie.

Au total, soixante-douze (72) unités de garde à vue dont vingt-trois (23) commissariats de police et quarante-neuf (49) brigades de gendarmerie ont été visitées. Les équipes ont au cours de cette visite, expliqué les missions du Mécanisme National de Prévention de la torture et ont

donné à chaque unité une copie de la loi organique régissant la CNDH. Elles ont également organisé des entretiens avec les responsables des lieux et les personnes gardées à vue. Elles ont aussi

procédé à l'inspection des locaux des lieux visités.

D'une manière générale, il est à noter que ces visites se sont bien déroulées et que la CNDH est en train d'élaborer un rapport de visite assorti de

recommandations. Ce rapport qui sera adressé aux autorités compétentes, permettra selon la CNDH, d'améliorer les conditions de garde à vue et de travail, et celles de prévention de la

torture. Pour rappel, le MNP a depuis son opérationnalisation en 2019 à ce jour, visité cent quatre-vingt-dix-huit (198) lieux de privation de liberté.

Elom

Développement des régions au Togo

Cinkassé bénéficie de près de 17 milliards FCFA pour la construction des infrastructures

Suite de la page 3

(USP) de Sam Naba et Boadé. L'USP de Timbou sera transformée en Centre médico-social (CMS) tandis qu'un nouveau CMS sera construit entre Gouloungoussi et Gnoaga. Dans le secteur de l'éducation, pour renforcer la couverture actuelle en matière d'infrastructures scolaires, plus de 30 nouvelles salles de classe équipées en tables-bancs seront construites dans les localités de Boadé, Gnoaga, Gouloungoussi, Nassiégou, Sam Naba et Cinkassé.

Le conseil des ministres a prévu des programmes au



L'exécutif lors des travaux à Daro dans la préfecture de Cinkassé

bénéfice du secteur agricole. Pour ce faire, deux (02) zones d'aménagements agricoles planifiées (ZAAP) sont en cours d'aménagement à Timbou et Gounlougoussi.

Des retenues d'eau sont

également en cours de construction à Sam Naba, Nassiégou, Gounlougoussi, Gnoaga, Boadé, Cinkassé et Safobé.

S'agissant d'infrastructures de connectivité, près de 10

tronçons, soit plus de 150km de pistes rurales sont en cours d'aménagement. Ce qui permettra de relier et désenclaver les localités de Biankouri, Zintango, Korenzoaga, Kassou, Safobé, Natingou et Dontougou.

L'Exécutif prévoit mettre en œuvre toutes ces actions dans la préfecture de Cinkassé d'ici 2025. Evaluées à un coût global de 16,56 milliards FCFA, ces actions s'inscrivent dans la lutte contre le terrorisme à travers la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires au profit des populations.

TCHAGNAO

SAFER/ TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE :

En savoir davantage sur ce qui se fait en amont

1. Description du processus d'arbitrage du budget d'entretien routier au Togo

a. Préparation et élaboration de l'avant-projet du budget-programme.

Elle consiste à :

Organiser l'opération de collecte des données routières à travers la mise à disposition des moyens humains, logistiques et matériels;

Définir l'objectif de la mission, établir des schémas itinéraires, estimer le réseau routier national collecté, établir les devis-programmes et évaluer les besoins réels à base d'une collecte empirique selon les zones et scientifiques sur les axes principaux ;

b. Préparation et élaboration du budget programme annuel

Elle consiste à :

choisir le lieu de la conférence, confirmer la date et la liste des participants, préparer les kits,

faire connaître les besoins réels en entretien routier par la projection du tableau récapitulatif des besoins suivi de commentaires,

rapprocher les résultats de



collectes et les ressources prévisionnelles attendues et procéder à l'arbitrage en fonction des priorités du réseau et des contraintes de ressource assorti des ajustements nécessaires débouchant sur l'avant-projet de budget programme qui sera présenté au Conseil d'Administration de la SAFER pour approbation,

établir le budget-programme annuel de l'entretien routier approuvé par le Conseil d'Administration de la SAFER ;

2. Aperçu général des besoins en entretien routier et

de leur financement au Togo

Tableau récapitulatif du secteur d'entretien routier et son financement sur les 4 années

Commentaire : La baisse du taux de couverture s'explique par la conjugaison de deux effets :

D'une part par la baisse des mobilisations des droits d'accès sur les produits pétroliers due à la chute de la consommation légale du volume de carburant destiné à l'entretien routier ;

Et d'autre part par le délai relativement long du processus

de passation des marchés publics. Ces facteurs ont affecté négativement la consommation de l'enveloppe initialement arrêtée.

3. Caractéristiques du secteur d'entretien routier au Togo

Le secteur de l'entretien routier est caractérisé par des besoins immenses d'entretien routier du fait que le réseau routier est vieux et connaît des dégradations avancées et généralisées. Il couvre les routes revêtues et non revêtues, pistes rurales et voiries urbaines des villes.

Pour les campagnes 2015 à 2018, ces besoins ont été respectivement estimés à 36 milliards, 35 milliards, 33 milliards et 31 milliards.

Le taux de couverture des montants alloués par rapport aux besoins en entretien routier est assez faible soit en moyenne 30% avec 1 523 km à traiter pour le compte de l'année 2018.

La SAFER se charge du recouvrement des droits d'utilisation de la route et de la mobilisation des ressources sur les produits pétroliers afin de financer des travaux d'entretien périodique et courant du réseau routier qui s'estime aujourd'hui autour de 11 780km sans intégrer les nouvelles routes et pistes en construction.

En quatre années, l'entretien routier au Togo a connu une avancée significative. Ces résultats à l'actif de la SAFER en si peu de temps sont satisfaisants, d'après la société civile togolaise et les commentaires des partenaires techniques qui apportent leur appui à l'institution.

Source : Safer.tg

Réduction des risques de catastrophes :

Les instruments de planification actualisés



Photo de famille

Il s'agit du Plan National de Contingence (PNC) et du Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (Plan ORSEC). Ces deux instruments ont été révisés par les acteurs de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (PNRRC), lors d'un atelier organisé du 20 au 23 avril dernier par l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) à l'hôtel Saint Paulos à Lomé.

La survenue de la pandémie du covid-19 a montré les limites du dispositif de réponse aux situations d'urgence mis en place par le gouvernement et piloté par l'ANPC. Et pour cause, les épidémies et les pandémies n'avaient pas été intégrées dans la gestion des catastrophes et des profils de risque. Il s'avère donc nécessaire de réviser le dispositif de planification pour une

gestion efficace et efficiente des catastrophes relatives aux divers aléas et menaces, surtout avec la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la sous-région.

L'actualisation de ces instruments s'inscrit dans une démarche anticipative et participative à partir d'une synthèse des connaissances sur les aléas récurrents dans le pays afin de faire des projections pour la gestion des situations

de crise que pourraient causer les aléas les plus probables dans la période couverte", a déclaré le lieutenant-colonel Akobi Messan, secrétaire général du ministère de la sécurité et de la protection civile, représentant le ministre Yark Damehane, en présence du Colonel, BAKA Yoma, Directeur général de l'ANPC.. En son nom, il n'a pas manqué de remercier les partenaires au développe-

ment, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour son appui à l'organisation de l'atelier, et plus largement dans le cadre du projet de "renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques et aux catastrophes dans les zones très exposées aux risques".

Il a enfin exhorté les popu-

lations, en ce début de saison pluvieuse, à adopter les bonnes pratiques et à rester vigilantes et très attentives aux instructions du Gouvernement tout le long de l'année afin de minimiser les impacts des situations d'urgence qui pourraient advenir.

Les nouveaux outils de planification actualisés issus des travaux de cet atelier tiennent compte également des moyens nécessaires et des ressources disponibles en cas d'urgence de tous les secteurs impliqués. Ils permettront une gestion plus efficace des situations d'urgences et de catastrophes qui, chaque année, troublent la quiétude des populations, particulièrement dans les zones défavorisées où les inondations entraînent des désolations dans certains foyers

Edoh

Code Yéyé. Forfaits Yéyé.



Réseau fixe
et mobile le plus
rapide du Togo.

*909#

Découvre tes nouveaux
forfaits Net, Ovo et Léma

Le voodoo



togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.


Togocom